

**Document d'appui à la  
Déclaration de Glasgow : Lutter contre le changement climatique  
à travers des politiques alimentaires intégrées**

*La Déclaration de Glasgow s'engage à accélérer le développement de politiques alimentaires intégrées en tant qu'outil clé dans la lutte contre le changement climatique, engage les autorités locales à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) des systèmes alimentaires urbains et régionaux conformément à l'Accord de Paris et aux Objectifs de Développement Durable et appelle les gouvernements nationaux et les institutions internationales à agir.*

**Pourquoi adopter une approche systémique de l'alimentation face au climat?**

- Les systèmes alimentaires actuels représentent 21 à 37% des GES totaux, tout en contribuant à la dégradation de l'environnement, aux inégalités socio-économiques, aux impacts sanitaires et à l'insécurité alimentaire pour de nombreuses populations. Les systèmes alimentaires sont à leur tour affectés par la crise climatique, qui a déjà commencé à perturber la prévisibilité des rendements et des prix alimentaires, la fiabilité de la distribution, ainsi que la qualité des aliments, la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire pour toutes et tous.

Des nouveaux systèmes alimentaires durables doivent donc être fondés sur une alimentation saine pour toutes et tous, l'agroécologie et l'agriculture régénérative, l'économie circulaire et des moyens de subsistance justes et équitables. Pour mener à ces systèmes et relever les défis actuels, l'adoption d'une approche systémique s'impose. Une approche systémique fournit un cadre d'analyse crucial pour identifier, analyser et traiter les synergies et les compromis entre différentes réponses au changement climatique. Cette approche permet de prendre en compte la complexité des acteurs et des interactions impliqués dans la production, la fabrication, l'approvisionnement, la consommation et la gestion des déchets alimentaires, tout en reconnaissant leurs profondes interconnexions avec la santé publique et les facteurs socioculturels, économiques, biophysiques et institutionnels qui façonnent nos systèmes alimentaires. Une approche systémique considère donc que différents problèmes dans les systèmes alimentaires sont profondément interconnectés et se renforcent mutuellement. Dans la conception et la mise en œuvre de politiques intégrées, cette approche reconnaît le potentiel des systèmes alimentaires à générer des impacts positifs, jouant un rôle essentiel dans l'intégration de la durabilité dans le quotidien. À moins que tous les impacts des systèmes alimentaires ne soient considérés dans leur ensemble, les stratégies d'atténuation du changement climatique et d'adaptation associées à la production et à la consommation alimentaires seront sûrement inefficaces.

**Pourquoi une intégration multi-niveaux et multi-acteurs des politiques existantes?**

Les nombreuses politiques affectant les systèmes alimentaires doivent être réformées d'urgence pour lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité, la montée des maladies liées à l'alimentation, pour assurer la sécurité alimentaire et l'accès pour toutes et tous à une alimentation saine, et pour garantir des moyens de subsistance durables aux agriculteurs/rices et aux travailleurs/euses agroalimentaires. Pour relever ces défis et pour accélérer la transition vers des systèmes alimentaires durables, toutes actions doivent être alignées entre les domaines politiques et entre les différents niveaux de gouvernance.

Dans la plupart des pays, la responsabilité des systèmes alimentaires est répartie entre plusieurs ministères et départements (par ex. agriculture, commerce, santé, travail, environnement) donnant souvent lieu à des politiques basés sur des priorités différentes et des objectifs contradictoires. Par exemple, pour atteindre zéro émission nette, il faut compenser les émissions résiduelles par des

politiques d'utilisation durable des terres. Cependant, différentes revendications sur l'utilisation des terres – pour la production alimentaire, pour les cultures fourragères, les bioénergies, et pour le développement urbain face à une population croissante – sont difficiles à concilier en l'absence d'objectifs communs et de politiques transversales pour les systèmes alimentaires. De plus, les stratégies visant à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires pourraient être considérablement améliorées par une approche intégrée, permettant des réponses qui pourraient simultanément combler de multiples lacunes techniques (par exemple, en matière de récolte, d'emballage ou de réfrigération améliorés) ainsi que des changements de comportement (par exemple, étiquetage et éducation) et des défaillances du marché (par exemple, redistribution des denrées alimentaires, baisse des prix des denrées alimentaires presque périmées).

Il existe également d'importantes incohérences entre différents niveaux de gouvernance. La majorité des innovations dans les systèmes alimentaires durables se produisent aux niveaux local et régional. Cependant, la reconnaissance, le mandat et le soutien limités des gouvernements internationaux et nationaux pour les politiques et les partenariats locaux n'incitent pas à ce type d'expérimentation. Par exemple, les Déclarations du MUFPP et du C40 ont déjà reconnu la nécessité d'une coordination multi-niveau, mais ceci n'a pas encore mené à un engagement clair des gouvernements nationaux. Le niveau national n'a également pas accordé suffisamment d'attention aux systèmes alimentaires par rapport aux contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris.

L'élaboration de politiques alimentaires intégrées permettrait de corriger ces incohérences, notamment par le biais de mécanismes de gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux. Mais à l'heure actuelle, les mécanismes de gouvernance permettant un travail intersectoriel et une prise de décision participative font généralement défaut, de même que les opportunités d'échange de bonnes pratiques ou de partage d'outils d'évaluation entre autorités locales, régionales et nationales en quête de changement.

Les politiques alimentaires les plus progressistes ont souvent été élaborées grâce à des approches participatives et des plateformes multipartites. Les politiques alimentaires intégrées peuvent s'appuyer sur ces approches de gouvernance plus démocratiques et multisectorielles en définissant une vision à long terme, en fixant des objectifs globaux pour l'ensemble du système alimentaire, en réalignant les différentes politiques sectorielles qui affectent la production, la transformation, la distribution et la consommation, en s'appuyant sur l'expérimentation au niveau local, et en impliquant tous les acteurs du système alimentaire sur un pied d'égalité – y compris les travailleurs agricoles et alimentaires, les entrepreneurs du secteur alimentaire, les organisations de la société civile, les communautés autochtones, les femmes et les jeunes – pour permettre une transition juste et durable.

### **Pourquoi un rôle de premier plan pour les acteurs locaux?**

La majorité des innovations concernant les systèmes alimentaires durables se produisent au niveau local et régional. Cependant, la reconnaissance, le mandat et le soutien limités des gouvernements nationaux et internationaux aux politiques et partenariats locaux entravent la mise à l'échelle et l'efficacité de ces initiatives cruciales.

Les villes et les régions ont été pionnières en matière de politiques et stratégies alimentaires intégrées pour conduire des changements positifs au niveau des systèmes alimentaires locaux et régionaux. Ces efforts comprennent des stratégies de réduction des déchets alimentaires; des stratégies d'approvisionnement sain et durable pour les cantines publiques; des campagnes publiques pour encourager le changement d'habitudes alimentaires vers une alimentation saine, y compris la réduction de la consommation de viande et de produits laitiers industriels; la création de jardins urbains, de parcs agricoles, de fermes incubatrices, de pôles alimentaires régionaux et de marchés de

producteurs; des cadres pour soutenir les initiatives de circuits courts et d'économie sociale et solidaire; des plans de développement agroécologique; de la planification alimentaire territoriale et urbaine intégrée; ou le développement de bio-districts et de régions biologiques sans pesticides et sans OGM.